

# GAUCHE-DROITE, LES POLITICIENS DU SYSTÈME

Ne comptez sur aucun des UMP et des PS pour résoudre vos problèmes ! Vos problèmes ne les intéressent pas ! Ce qui intéresse les politiciens de la droite et de la gauche avec tous leurs alliés possibles, c'est de se faire élire, sans trop prendre de risque, et en se portant garant des intérêts supérieurs de l'oligarchie milliardaire.

La société capitaliste rend impossible la satisfaction des intérêts du peuple. La satisfaction des intérêts de la bourgeoisie se trouve en opposition radicale avec les intérêts des salariés et de l'ensemble de ceux qui doivent travailler pour vivre.

Pour que les groupes du CAC 40 tirent bientôt leurs 94 milliards d'euros de bénéfices, il aura fallu voler ces 94 milliards d'euros aux ouvriers et aux employés. Pour que les 10% des français les plus fortunés aient vu leur patrimoine moyen augmenter de

400 000 euros en six années, passant de 840 000 à 1,2 millions d'euros et pour que la fortune de ces 10% les plus riches s'élève de 680 fois à 920 fois celle des 10% les plus pauvres depuis 2004, il aura fallu que des millions de travailleurs se saignent pour régler leurs loyers en temps et en heure, se privent de petits plaisirs ordinaires pour payer leurs assurances et leurs crédits.

Pour la dernière villa construite au bord de la Méditerranée, pour le dernier yacht ou jet acheté pour épater les copains, combien serons-nous tout en bas à mourir prématurément d'un cancer ? Combien serons-nous à vieillir jeune, cassé de partout parce que les règles de sécurité et d'hygiène auront été oubliées,

parce que l'ouvrier est pour son employeur, ni un corps biologique ni une âme, mais une pièce bon marché de son dispositif.

Les patrons sont des exploités. Ils ont leurs agents corrompus au sein de l'entreprise qui profitent de l'exploitation de l'Homme. Le patronat fait participer une partie des salariés les plus aisés à son entreprise d'extorsion de la plus value. Et le patronat à ses agents en politiques. Eux aussi sont des corrompus. Ce sont des pourris.

Ils prennent l'argent des entreprises pour financer leurs partis. Ils accordent des marchés publics à ceux qui offrent les services de quelques prostituées de luxe. Bien des histoires sordides jouent comme ciment

de la communauté des exploités et de leurs amis. Le petit monde des affaires et de la politique politicienne de droite et de gauche se tient. Ils n'ont pas fini de compléter contre les prolétaires.

Les bourgeois sont dans le déni de l'autre, de la personne humaine. Ils ne respectent pas les travailleurs. Pour continuer à accroître l'argent qu'ils nous volent de notre travail et de nos souffrances, ils vont continuer à nous causer des problèmes et accroître nos misères.

Pour solutionner nos problèmes, nous répondrons à toutes les offres politiques de la bourgeoisie par un NON catégorique.  
NOUS NOUS OPPOSERONS À EUX !

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !**



ORGANE DE L' ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE  
LIBRE SOUTIEN \*HIVER 2011-12 \* N°58

## LE GOUVERNEMENT FAIT PIRE QUE LE MAL

L'ÉTAU SE RÉSERVE ET C'EST TOI, TRAVAILLEUR QUI A LA TÊTE DANS L'ÉTAU. Les ministres du gouvernement Fillon et le Président Sarkozy qui dirigent notre République du fric et de la corruption serrent la vis au peuple, au nom de la réduction des déficits. La bourgeoisie applaudit. Sur l'autel des marchés, le patronat et les amis de la haute administration chargent leurs acteurs de la vie politique à aller plus loin, plus vite.

### OPPOSONS-NOUS AU PLAN DU POUVOIR...

Avec le nouveau plan de novembre, le gouvernement Fillon fait des "économies". Un total de 7 milliards d'euros pour 2012 qui viennent s'ajouter aux 11 autres milliards du plan d'août. Ce dernier plan de rigueur n'est rien d'autre qu'un nouveau plan de casse sociale. C'est 7 milliards d'euros supplémentaires qui seront extorqués aux contribuables salariés. C'est l'aggravation de notre exploitation qu'on veut nous imposer. Pour l'année 2012, la baisse de 700 millions d'euros des dépenses d'assurance maladie, celle de 500 millions sur les allocations familiales et les aides au logement, les 100 millions d'euros qui sont récupérés en avançant à un an l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, le passage du taux de la TVA de 5,5 à 7% dans la restauration et sur les travaux de rénovation, l'augmentation de l'impôt sur le revenu par le gel des barèmes de l'impôt, toutes ces mesures participent une nouvelle fois à l'aggravation de nos conditions de vie et de travail.

Mais dans les milieux d'affaire, on juge encore trop peu audacieux ce plan de rigueur. Pour les 6 prochains mois, les gestionnaires les plus responsables des affaires du Capital entendent dicter un plan de 100 milliards de coupe budgétaires et d'augmentation des recettes ! L'opinion des patrons de banques et des assurances s'inquiètent peu du calendrier électoral au contraire des Sarkozy et de sa bande de l'UMP. C'est donc passé les élections législatives et présidentielles de 2012, que nous allons devoir nous

**LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE :  
NOUS FAIRE PAYER TOUJOURS PLUS.  
LE RÉSULTAT : CHÔMAGE, MISÈRE, INSÉCURITÉ**

confronter aux mesures les plus radicales. Le premier plan a appelé un deuxième plan qui en appellera un troisième !

### ...ET À SES CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES

Le montant cumulé de la dette de la France à la fin du premier semestre 2011 a atteint 1 692,2 milliards d'euros, soit 86,2% du PIB. Les taux d'intérêt auxquels les acteurs financiers prêtent aux États s'élèvent. Les intérêts de la dette qui atteignent déjà 50 milliards d'euros par an menacent d'exploser.

Pour empêcher la catastrophe financière, le gouvernement français comme ceux de toute l'Europe, cherchent à imposer une régression sociale sans précédent depuis les décennies d'après-guerre.

Si ces plans de rigueur permettaient de relancer bientôt l'activité économique, d'engager la zone Euro dans un nouveau cycle de croissance, de prospérité et de pleine emploi, pourrions-nous nous résoudre à ces sacrifices ? Mais les conséquences de ces plans de rigueur qui s'ajoutent à des dizaines de milliers d'emplois supprimés dans la fonction publique, à des plans de licenciements en cascade dans les secteurs privés, au blocage des salaires partout, auront pour seules conséquences le renforcement des chances de récessions économiques. Si le pouvoir d'achat des particuliers baisse, ce sont les perspectives de croissance de la demande solvable qui sont repoussées. Les entreprises peuvent alors réduire d'autant l'importance de leurs investissements et les banques leurs crédits, surtout si ces dernières ne disposent même plus des fonds propres nécessaires. Et si le chômage continue sa pro-

gression, ce sont les caisses chômage, retraite et maladie qui se vident et les gouvernements de droite ou de gauche qui peuvent se trouver à nouveau dans l'obligation d'engager les nouveaux plans de rigueur qui s'imposent. Le serpent se mord la queue.

Le survie du mode de production capitaliste avec son organisation économique anarchique impose des politiques catastrophiques. Ces plans de rigueur mènent droit au mur.

### POUR UN PLAN DE RÉORGANISATION SOCIALISTE

Pour réduire la dette de l'État, c'est simple. Il ne faut plus continuer à payer 50 milliards d'euros en seuls intérêts de la dette chaque année. Il faut centraliser le crédit en une seule banque d'État. Il faut abolir la dette. Il faut stopper les subventions aux groupes français qui servent à doper artificiellement leur rentabilité financière et à engraisser leurs actionnaires.

Afin d'éponger les déficits publics, il ne faut pas licencier plus et baisser les salaires des travailleurs au nom de la compétitivité sur le marché national ! Pour combler les déficits des caisses retraite, maladie, chômage, il faut embaucher plus, améliorer les conditions de travail, exproprier les actionnaires des trusts pharmaceutiques !

Pour embaucher plus, il ne faut pas fermer les entreprises ! Il faut maintenir les sites de production en activité ! Il ne faut pas délocaliser les usines qui peuvent travailler pour le marché national ! Il faut un plan de développement des secteurs qui ont été sabordés par les gouvernements précédents à la suite des accords occultes entre nos patrons des multina-

tionales françaises et les autres puissances.

Si nous avons besoin d'investir pour demain, alors, nous ne devons pas endetter la nation à des taux usuraires et imposer des salaires de misère aux travailleurs, mais nous devons produire plus en améliorant la productivité du travail pour dégager les surplus nécessaires. Pour remettre de l'ordre dans notre économie, il faut cesser de faire confiance aux gouvernements des capitalistes. Ils ne peuvent plus rien de bon !

Le peuple travailleur doit imposer, en France et dans toute l'Europe, son plan de réorganisation socialiste de l'économie, par la socialisation du secteur bancaire et celui de l'ensemble des secteurs clés de l'industrie et des services. Il doit substituer au principe du grand n'importe quoi en économie et de l'enrichissement de quelques mafias par l'appauvrissement de la majorité, le principe de la mobilisation des facteurs de production selon des objectifs déterminés à l'avance, démocratiquement par les travailleurs et consommateurs ! À la politique de chômage, de gâchis et de destruction "créatrice", le pouvoir travailleur doit assurer l'échelle mobile des heures de travail et l'optimisation dans l'utilisation de toutes les ressources de la nature.

## CELUI QUI COMBAT

**NOUS VOULONS ATTEINDRE LE BUT, nous voulons la libération du peuple exploité. Nous voulons que les besoins de notre classe soient satisfaits. Nous voulons maintenant !**

**La défense de nos salaires et de nos emplois, de notre santé et de notre cadre de vie s'oppose aux lois de la production capitaliste, à sa logique du profit qui est gâchis et destruction.**

**Pour assurer le bien-être à tous et le libre épanouissement de chacun, nous revendiquons la restructuration socialiste de l'économie. Nous disons : PRODUISONS SELON DES OBJECTIFS QUE NOUS AURONS DÉTERMINÉS À L'AVANCE ! PRODUISONS EN FONCTION DES BESOINS DES HOMMES ET NON DU CAPITAL !**

**Nous ne reportons pas l'action à un futur indéterminé. Aujourd'hui, nous sommes vivants et demain nous serons morts.**

**C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT MENER LE COMBAT. C'est maintenant que ceux qui combattent ont besoin de ceux qui combattent.**

**Nous nous sommes fixés un but à notre vie : LA CONQUÊTE DU NOUVEAU MONDE ! Ce nouveau monde n'est pas ailleurs, il est ici. Il est là où nous sommes exploités et infantilisés, il est partout où nous sommes les salariés esclaves, exclus des pouvoirs de décision. Il est partout où nos pouvoirs de décision sont prisonniers du règne de la Marchandise et de ses finalités étrangères.**

**Pour que les travailleurs accomplissent leur révolution, il faut de nombreux combattants. Car au signal, le nouveau monde doit être pris d'assaut, par toute la classe des ouvriers des industries et des employés des services.**

**À tous ceux qui veulent vivre leur vie, vivre fier et déjà libre, à tous ceux qui veulent mener le combat et ne pas avoir vécu pour rien, nous disons : dans chacun des centres stratégiques de la production, des transports et de la distribution, FORMEZ VOS BATAILLONS ! ENGAGEZ VOS COLLÈGUES SUR LA VOIE DE L'INSURRECTION ! ALLONS ENSEMBLE ! Les militants mènent le combat jusqu'à ce que victoire s'en suive !**

## ILS SONT LEURS PROPRES FOSSOYEURS

MAINTENANT, NOUS DEVONS TOUS EN ÊTRE BIEN ASSURÉS, nous sommes entrés dans cette nouvelle période que nous annonçons quelques années auparavant.

Une période d'offensives généralisées et accélérées contre les salariés, contre tous ceux qui vivent de leur travail, contre tous les petits et contre toutes les couches moyennes du monde des prolétaires et indépendants. Les plans des grands actionnaires et de leurs exécutants signifient de nouvelles explosions des taux de chômage, des plans de licenciements dans tous les domaines d'activité, dans l'industrie et les services, ainsi que dans les anciennes entreprises publiques privatisées. C'est toute la classe salariée qui, couchés après couchés est menacée d'être jetée dans la plus extrême précarité.

Des millions et des millions de nouvelles familles ordinaires doivent tomber dans l'indigence et la misère pour garantir aux plus riches, le maintien de leurs dividendes et de leurs intérêts obligataires. La bourgeoisie et les membres de ses gouvernements ne s'appliquent pas la cure d'austérité. Eux s'approprient les richesses du monde de droit ! Eux sont la classe supérieure !

Mais en interdisant au peuple les services et les droits élémentaires à toute société civilisée, en refusant le droit au travail nécessaire à une vie digne, en taillant dans l'ensemble des "dépenses sociales", de santé, d'éducation, d'aides et d'allocations qui pouvaient jusqu'alors calmer les colères, ce sont les élites bourgeoises elles-mêmes et leurs politiques qui amèneront les travailleurs, dans leur majorité, à la Révolution !

### POTENTIEL RÉVOLUTIONNAIRE

L'oligarchie, appuyée sur la bourgeoisie des entrepreneurs, des cadres dirigeants du privé, des hauts fonctionnaires de l'État et de ses administrations s'approprient à liquider tout à fait le "modèle républicain" d'après guerre avec la société de "paix sociale" qui lui correspondait.

Les couches moyennes supérieures des salariés du privé et du public qui avaient historiquement échangées leur soutien aux partis bourgeois de la gauche et de la droite contre le maintien de leurs avantages se retrouvent bientôt à égalité avec les plus simples prolétaires. Ainsi le pouvoir capitaliste crée les conditions pour une vaste union de tous les travailleurs.

Dans les cercles dirigeants, la réaction populaire est plutôt attendue. Elle ne vient pas encore. Faute de perspectives politiques claires, le commun accuse encore les coups et préfère se décharger sur les professionnels politiques connus et reconnus de la société dominante, fussent-ils les professionnels de l'arnaque et du mensonge. Face à un pouvoir déterminés, les salariés organisés du mouvement syndical tardent à s'engager à nouveau selon une stratégie de pression sur le gouvernement à l'aide de journées de grèves dispersées et de manifestations qui ont fait durant 20 ans la preuve de leurs inefficacités. Et les éléments les plus actifs des syndicats rechignent encore devant l'évidence, l'adoption d'une ligne rouge axée sur une stratégie d'élargissement du pouvoir autonome des salariés dans les entreprises pour préparer la formation d'un gouvernement révolutionnaire assurant l'exécution des premières mesures de transformation socialiste de la société.

La masse est encore passive. Mais les événements vont se précipiter et nous serons bientôt, de toutes les manières qui soient, acculés à la résistance, une résistance acharnée, radicale et violente, contre nos patrons, contre l'appareil d'État et ses polices, acculés à mener une lutte politique en changeant nos positions défensives et bornées pour des objectifs ouverts sur la perspective cette alternative incontournable au système de paupérisation capitaliste : LE SOCIALISME !

Kléber

## AUTOMOBILE STOPPONS LE PLAN DE CASSE À PSA !

UN NOUVEAU PLAN DE CASSE A ÉTÉ ANNONCÉ : 7000 NOUVEAUX EMPLOIS DOIVENT ÊTRE SUPPRIMÉS EN FRANCE ET EN EUROPE. Philippe Varin, le PDG du groupe et les représentants des héritiers de la famille Peugeot en ont décidé ainsi.

À Vélizy dans les Yvelines, à La Garenne-Colombes dans les Hauts de Seine, à Sochaux-Belchamps dans le Doubs, des milliers de salariés voient leur avenir professionnel compromis : 1000 travailleurs en CDI, 100 prestataires en production, 2200 prestataires en recherche et développement, 800 intérimaires dont les contrats de mission ne seront pas renouvelés.

Mais ce nouveau plan de la direction qui devrait permettre une économie de 800 millions d'euros n'est ni le premier, ni le dernier. Depuis 2007, déjà 11 000 salariés ont quitté le groupe. D'ici la fin 2012, c'est encore l'usine Peugeot Scooters de Dannemarie dans le Haut Rhin qui est promise à la fermeture, c'est aussi le site historique de Citroën à Aulnay sous bois en Seine St Denis avec ses 3500 ouvriers qui est menacé, ainsi que l'usine d'Hordain, près de Valenciennes.

### LES RAISONS DU PLAN PATRONAL

Le patronat a ses raisons. La demande d'automobile se contracte. En Europe, la chute est brutale. Entre septembre 2010 et septembre 2011 elle a été de 26,4% en Espagne, 13,4% en Italie, 7,1% au Royaume-Uni tandis qu'en France le niveau de la demande ne progressait que de 1%. Avec 60% des ventes du groupe PSA réalisées sur le marché européen, Philippe Varin entend "réajuster" l'offre à la demande. La production de PSA a déjà été abaissée de 20% depuis 2007 en Europe. Les plans de licenciements doivent se succéder. Les investissements sont réorientés vers les marchés asiatiques, où les marges de progression de la demande sont plus importantes. Mais des investissements massifs capable de tenir en respect les marques concurrentes à l'étranger exigent des rems solides. Alors que les groupes automobiles ne comptent plus trop sur le soutien des banques pour financer leurs investissements, PSA doit continuer à accroître ses capacités d'autofinancement, réinjecter de nouveaux milliards à sa trésorerie tout en relevant le niveau de ses marges opérationnelles. Pour réaliser ces objectifs, la direction compte ainsi faire des économies d'échelle dans la recherche et le commercial, mais aussi à monter en gamme, car les marges bénéficiaires sont plus fortes pour les modèles les plus chers, et surtout, continuer à réduire les coûts salariaux. Le plan de Varin est d'abord un plan de casse de l'emploi industriel et de délocalisations dans les pays à bas coût de main d'oeuvre.

### LES RAISONS DE NOTRE COLÈRE

En l'an 2000, nous comptons 2,15 millions d'immatriculations pour 3,4 millions de véhicules produits sur le territoire national. Mais en 2009, pour 2,3 millions d'immatriculations nouvelles, nous ne comptons plus que 1,6 millions de véhicules produits, toutes marques confondues. Ces chiffres sont chocs. D'un pays exportateur de véhicules, notre pays en devient importateur. Les capitalistes de l'automobile française qui exportent leurs capitaux au-delà des frontières européennes continuent leur travail de casse du tissu industriel national, condamnant des villes et des régions entières à la désertification.

Le choix devant lequel sont placés les salariés de l'automobile, leurs sous-traitants, tous les travailleurs des petites entreprises qui vivent directement et indirectement du secteur automobile, et plus largement tout le prolétariat de France est donc le suivant. Ou bien nous laissons la bourgeoisie détruire notre outil de travail, nous acceptons le chômage pour

suite au verso >>>

## TRAVAILLONS MOINS POUR VIVRE MIEUX

# VIVE LA SEMAINE DES 25 HEURES !

NOUS PLACONS LA BAISSÉ DU TEMPS DE TRAVAIL AU COEUR de notre projet de vie nouvelle. La baisse du temps de travail est très souhaitable, elle est nécessaire, elle est possible.

Si la baisse du temps de travail devait entraîner l'effondrement de notre niveau de vie, il faudrait reporter à plus tard cet objectif. Car d'abord, il faut que la société assure à ses membres les moyens matériels d'existence.

Mais à l'époque qui est la nôtre, la science et l'industrie offrent toutes les possibilités pour assurer la sécurité et le confort matériel à tous et à chacun.

La baisse radicale du temps de travail qui accompagne le développement de nos capacités de production et l'accroissement continue de la productivité du travail représente non seulement la solution à de nombreux maux du régime capitaliste, mais fondamentalement le but et la condition d'une authentique transformation socialiste de la société.

### LA CONTRADICTION

Contrairement aux préjugés des mauvais apologistes de la loi du Marché et des vrais défenseurs du régime d'exploitation capitaliste, la croissance économique est loin d'être créatrice d'emplois ! L'accroissement de la production qui résulte d'une amélioration des techniques de production permet bien plutôt d'économiser du travail vivant. Et c'est exactement pour réduire leur nombre de salariés, pour réduire la "masse salariale" que les entreprises poursuivent leurs investissements dans de nouvelles machines outils, de nouveaux robots et logiciels informatiques.

Dans le cadre d'une gestion économique rationnelle et humaine, chaque

innovation technologique, toute mécanisation d'un procédé, chaque construction ou amélioration d'une infrastructure, chaque progrès dans l'organisation du travail, permettrait au choix, soit d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs, soit de diminuer leur temps de travail.

Au lieu de cela, l'organisation patronale maintient la durée du temps de travail initiale et se débarrasse des travailleurs en surmembre tout en bloquant la progression des salaires. Premier résultat : une surcharge de travail sur une fraction de la population tandis qu'une autre est réduite à vivre de l'assistance publique. Deuxième résultat : l'appauvrissement de tous.

D'un côté, les travailleurs occupés perdent leur vie à la gagner de plus en plus mal et consacrent une part toujours plus importante de leurs salaires à payer pour les allocations chômage et pour l'ensemble des impossibles dispositifs d'aide de retour à l'emploi. De l'autre, des millions de jeunes gens en pleine santé, des millions de travailleurs qualifiés et expérimentés, des millions de volontaires de toutes conditions perdent leur vie dans la dépendance, rejetés, démolis et culpabilisés. Et plus s'accroît la misère matérielle et morale et plus se dégrade le cadre de vie de tous, plus coûte à la société entière le développement de l'insécurité et des pathologies propres à nos sociétés dérégulées.

### LA SOLUTION

La baisse radicale du temps de travail se fonde sur une possibilité réelle, une possibilité d'aujourd'hui. À niveau de production égale de biens ou de services et à niveau de production amélioré même, la semaine de 25 heures qui peut être décli-

née en journées de 5 heures, en mois de 100 heures ou en années de 1000 heures est une condition à la liquidation du chômage. La semaine de 25 heures est la condition à l'intégration en entreprise des 10 millions d'inoccupés que comptent le pays. Nous parlons ici de tous ceux qui pourraient se rendre utile à la société et assurer leur part à l'impératif de production social mais qui sont exclus de la vie de l'entreprise. Nous parlons ici de tous ceux qui ont terminé leur première formation universitaire et professionnelle et qui n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite mais qui ne trouvent pas leur place dans la production.

La semaine de 25 heures est la solution au chômage et elle est la solution au mal vivre dans l'entreprise et en dehors de l'entreprise. Elle est la solution pour notre véritable épanouissement. Car nous ne considérons pas l'Humain capable d'épanouir son individualité dans un carré de tôles ou de verre, à des tâches ultra spécialisées et répétitives à l'ennui pendant 35 ou 45 heures hebdomadaires. Nous considérons qu'il est nécessaire de donner à l'Humain l'espace et le temps pour qu'il puisse varier ses activités selon son libre choix. La vie de tout un chacun doit se répartir harmonieusement entre l'activité sociale productive, nécessairement parcelaire et pour cette raison réduite à un minimum, et l'ensemble des activités libres et autonomes, individuelles et collectives qui sont, par elles-mêmes, leur propres fins.

Notre programme de transformation socialiste de la société s'identifie exactement à notre programme de développement des facultés humaines, indis-sociable d'une remise en cause de l'individu réduit à la fonction utilitaire et intégrée de la méga-machine industrielle.

[www.ars-combat.fr](http://www.ars-combat.fr)

COMMANDE NOTRE DERNIÈRE BROCHURE :  
" PROGRAMME SOCIALISTE ET INTERVENTION CONCRÈTE"  
[sur\\_arsorga@gmail.com](mailto:sur_arsorga@gmail.com)

Rejoins-nous !  
06 64 58 23 98

# POUR RÉSOUDRE LA CRISE DE SURPRODUCTION LA PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La crise trouve son origine dans la logique interne au mode de développement capitaliste. Elle prend sa source dans la contradiction permanente entre le développement des forces productives et les rapports de production d'une part, puis dans la volonté des capitalistes de retarder au maximum, par le crédit, cette contradiction, d'autre part.

Dans les sociétés pré-industrielles, les famines décimaient les populations en raison du sous-développement des forces productives, de la faible productivité du travail, des aléas climatiques. Dans nos sociétés modernes, industriellement développées, les populations vivent dans la misère, l'insécurité du salaire versé, parfois le dénuement, parfois le froid, parfois la faim, parce que l'on produit trop !

La crise est avant tout une crise de surproduction. La raison est mathématique : pour augmenter leurs taux de profit, les capitalistes doivent accroître la part du capital constant : machinerie, bâtiments dans le but de développer la

productivité du travail. Et la part du capital variable -les salaires directs et socialisés- est diminuée. Ce fonctionnement met en lumière une des contradictions fondamentales du capitalisme : le développement sans précédent des forces productives et l'incapacité croissante des populations à satisfaire leurs besoins sociaux. D'où l'irrationalité du capitalisme.

Ceci étant, il n'en découle pas pour autant qu'il suffirait d'augmenter la part du capital variable, en d'autres termes de modifier la composition organique du capital au profit des salaires pour que la situation s'améliore. En effet, en augmentant la part du capital variable et en diminuant la part du capital constant, on fait chuter le taux de profit. Dans une société où l'orientation des investissements est dirigée par la classe capitaliste en fonction des critères de rentabilité financière, le Capital prend la poudre d'escampette. C'est par ce moyen que la bourgeoisie punit la politique de redistribution au bénéfice

des salariés. Les conséquences inévitables se traduisent par une perte de la compétitivité des travailleurs et des marchandises produites sur le marché mondial ainsi que d'une baisse de la croissance économique.

Les réformistes, les partis dits de "la gauche de la gauche", se trompent en liant la crise à la baisse du partage de la valeur ajoutée entre salaire et capital ou encore aux dividendes exponentiellement versés aux actionnaires. Si tel était le cas, il suffirait alors d'augmenter les salaires et de diminuer les dividendes versés aux actionnaires pour que le tour soit joué. Mais la crise n'est pas une crise momentanée de sous-consommation qui trouverait sa solution par l'augmentation des salaires.

Aucune amélioration substantielle n'est possible sans transformer les rapports de production actuels. Les crises du capitalisme sont le produit de l'incapacité des groupes capitalistes concurrents à régler leur production en fonction des besoins de la société, l'incapacité de la société bourgeoise à mobiliser l'ensemble des facteurs de production selon des objectifs déterminés à l'avance, l'incapacité des groupes et nations capitalistes concurrentes à s'émanciper de la logique d'accumulation du capital au nom desquels la vie des travailleurs est gâchée et notre environnement saccagé.

Il n'y a pas d'autres voies que le socialisme, le communisme, la planification de la production sur la base d'une gestion commune. Notre objectif : la socialisation des coûts de satisfaction des besoins de la population dans toute ses dimensions, la substitution au règne de la misère, de la pénurie d'emplois, de la sous-utilisation des outils industriels le règne du "à chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins". Face à la crise capitaliste, nous ne connaissons qu'une réponse : la planification socialiste. Le reste n'est que boniments et fausses illusions.

Pablo

# DU LOGICIEL LIBRE À L'INFORMATIQUE SOCIALISTE

Dans l'informatique, le système capitaliste génère un gâchis incroyable. Dès l'apparition des premiers logiciels, seules quelques firmes se partageaient le marché. Depuis leur naissance, les manoeuvres des grandes firmes du secteur vont donc bon train.

## LE COÛT DE LA CONCURRENCE

Pour dégager leurs marges, les firmes de l'informatique ont d'abord instauré le droit d'auteur sur les programmes. Elles restreignent ainsi artificiellement l'utilisation d'une ressource infiniment abondante, puisque copiable et diffusable à volonté. Des milliards d'euros sont dépensés chaque année par les utilisateurs et administration publiques pour les licences des logiciels. Mieux Microsoft impose la pré-installation de Windows aux constructeurs de PC, viol flagrant des lois de la concurrence, pour ceux qui y croient encore. L'utilisateur, qui bien souvent ne sait même pas qu'une autre solution gratuite existe, paiera la licence et n'y verra que du feu !

Les grandes multinationales tâchent de rendre leurs programmes incompatibles avec ceux des autres entreprises, en utilisant des formats privés de données. Les firmes cherchent à contraindre les utilisateurs à acheter l'ensemble de leur production. Elles rendent plus difficile l'interprétation des données entre différents programmes, un vrai casse-tête pour les développeurs.

Elles pratiquent aussi "l'obsolence-programmée", qui consiste à produire des logiciels rapidement dépassés, obligeant l'utilisateur à racheter de nouveaux produits. Elles interdisent l'accès au code source, le code génétique du logiciel. Elles empêchent ainsi les utilisateurs et les entreprises d'adapter eux-mêmes leurs programmes à leurs besoins particuliers. Du fait de cette impossibilité d'accès au code source, il est impossible de vérifier la qualité du programme, vérifier par exemple qu'il ne présente aucune faille de sécurité. Enfin, cette opacité permet à ces entreprises de récupérer nos données à notre insu. Dernier rejeton des entreprises en concurrence, l'instauration de brevets informatiques, qui restreignent l'utilisation d'idées simplissimes dans leurs programmes, un frein à l'ensemble de la recherche et du progrès informatique.

Ces méthodes n'ont qu'un intérêt: assurer les profits des grandes firmes de l'informatique, et cela se fait au détriment de la qualité des programmes. Les puissances du secteur ne connaissent pas de limite à la guerre pour les marchés qu'elles se livrent. Pour les usagers, les salariés et les administrations, c'est une perte de temps et d'argent énorme...

À l'origine, le droit d'auteur ne s'appliquait pourtant pas à l'industrie informatique. Les informaticiens s'échangeaient alors librement leurs programmes, laissant l'accès au code source, sorte de communisme primitif dans le secteur. Ce n'est qu'au cours des années 70 que la propriété intellectuelle fut instaurée. Les échanges libres entre informaticiens et l'émulation scientifique qui en découlait cessèrent.

## LE LIBRE COMME POINT DE DÉPART

Au milieu des années 80, un groupe d'informaticiens s'opposait à cette régression, en mettant en place la licence GNU/GPL qui permet le partage total des programmes informatiques. Ils donnèrent ainsi naissance au mouvement du logiciel libre. 30 ans plus tard, la communauté des informaticiens du libre

s'est considérablement agrandie. Des groupes de développeurs du libre, des comités d'utilisateurs sont actifs partout dans le monde.

Firefox est aujourd'hui le navigateur internet le plus utilisé en France. Des pans entiers de l'administration publique, des entreprises, des collectivités locales passent à l'utilisation de logiciels libres, parfois pour faire des économies, mais bien souvent d'abord pour leurs qualités techniques. L'aérospatiale et la défense utilisent depuis longtemps les serveurs Linux, la gendarmerie utilise la suite bureautique OpenOffice. Suite aux restrictions budgétaires en 2011, plusieurs ministères prévoient de basculer nombre de leurs logiciels, serveurs et systèmes d'exploitation vers des solutions libres.

Preuve vivante de l'efficacité d'un système basé sur la libre coopération, l'échange et le partage des innovations, les communautés du libre surpassent bien souvent la production privée. Leur supériorité ne réside pas dans une quantité de travail supplémentaire, mais simplement dans le fait que les connaissances sont mises en commun, que leurs programmes respectent les formats standards internationaux, donc permettent la compatibilité la plus large, qu'elles cherchent à produire des applications pérennes dont le code est réutilisable et adaptable, bref elle réside simplement dans le fait qu'elles échappent à l'idiotie de la logique capitaliste !

Le mouvement du logiciel libre a incontestablement un caractère progressiste. Aux militants et syndicalistes d'investir le milieu pour le teinter de notre projet révolutionnaire ! Constituons des communautés du libre au service de la lutte qui fourniront les moyens informatiques de nous protéger et d'attaquer nos ennemis !

## VERS UNE REFONDATION SOCIALISTE

Mais une partie du mouvement du libre voudrait faire de l'utilisation de logiciels libres une simple morale de vie individuelle. L'utilisateur de logiciels libres s'élèverait ainsi au-dessus des masses impures qui utilisent du "propriétaire". Nous rejetons cette conception idéaliste et égocentrique. Les grandes multinationales seront toujours assez fortes pour s'imposer aux utilisateurs mal avisés. L'arrêt du gâchis et la libération des forces de production passe par la mise en commun des moyens de production et des innovations au niveau global.

Le capital privé comprime les forces productives, entrave leur développement et cela saute particulièrement aux yeux dans le domaine de l'informatique. Il faut rompre avec l'apolitisme ! Donnons-donc raison à Bill Gates qui accuse les développeurs du libre d'être communistes ! L'entrave au développement du libre, c'est la logique même de toute la société capitaliste ! Libérons l'informatique ! Libérons les forces de production ! Libérons-nous !

- LUTTONS POUR :**
- DES FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU LIBRE !**
- DES SERVICES DE SUPPORT PUBLIQUES POUR LES LOGICIELS LIBRES**
- L'UTILISATION MAXIMUM DU LIBRE DANS NOS ENTREPRISES ET DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**
- LA SOCIALISATION DES GRANDS GROUPES INFORMATIQUES**
- L'ABOLITION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE !**

Galois

# AUTOMOBILE (SUITE DU RECTO)

>>> nous et nos enfants, ou bien nous choisissons la lutte. Soit les travailleurs de l'automobile acceptent leurs licenciements en échange d'un misérable chèque de départ et, pour certains d'une illusoire promesse de reclassement, ou bien ils mènent la lutte, pour eux, pour leurs enfants, pour leurs amis et les enfants de leurs amis, ils mènent la lutte pour l'avenir industriel du pays, pour l'avenir commun de tous les travailleurs.

Les travailleurs de PSA ne doivent pas lâcher le morceau. Leur morceau, c'est celui de tous les travailleurs. Car ce sont tous les travailleurs qui paieront les pots cassés des nouveaux plans de licenciements, des nouvelles fermetures d'usines, des nouveaux départs non remplacés. La lutte pour la sauvegarde de l'emploi dans le pays passe nécessairement par la mobilisation des travailleurs de PSA, maintenant et pas demain quand il sera trop tard. Car quand les grilles des sites de production seront fermées, les stocks vendus, les lignes de production démontées, il sera effectivement trop tard.

Maintenant, il n'est pas trop tard. Les travailleurs de PSA et leurs syndicats ne doivent tolérer aucun licenciement, aucun départ qui ne soit remplacé. Ils ne doivent tolérer aucune baisse d'effectifs, aucune fermeture de site.

CORRESPONDANT RATP

# PASSONS DE L'INDIGNATION À L'INSURRECTION

Le mouvement des indignés se développe dans nombre de pays d'Europe, aux États-Unis et même en Israël sur un fond de crise majeure du système capitaliste.

Des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent sur des grandes places, organisent des assemblées. Le mouvement attire une fraction conséquente de travailleurs, de chômeurs, et d'une jeunesse condamnée à la précarité sociale, y compris des jeunes diplômés.

Ces différents groupes d'indignés expriment une contestation de la "démocratie", voir du capitalisme à l'image des manifestants "ANTI WALL STREET" aux États-Unis. Mais l'influence de l'idéologie petite bourgeoisie y est encore prédominante. Les divers mouvements des indignés sont encore dirigés par une nébuleuse de militants réformistes qui s'efforcent de contenir le mouvement dans le cadre du système alors que ce sont ces limites qu'il faudra bien évidemment dépasser pour mettre un terme aux gâchis engendrés par le capitalisme. Le bague industriel orwellien nous attend tous si nous ne réagissons pas sérieusement !

En France, les indignés de "DÉMOCRATIE REELLE" se veulent apolitiques ! En Espagne, lorsque des participants s'aventurent à exiger que "les travailleurs s'organisent et prennent la production en main", ils sont chassés manu militari par une clique de dirigeants "apolitiques".

Ainsi, au nom de la recherche d'un consensus pavé de "bonnes intentions" dans le cadre de l'ordre social bourgeois, la défense des perspectives d'un dépassement de la société capitaliste n'est pas tolérée. Les indignés "apolitiques" représentent typiquement une petite bourgeoisie inquiète de son avenir et d'une future prolétarisation qui la guette sous les coups de boutoir de la crise. Elle espère naïvement pouvoir retrouver avantages et plaisirs dans le cadre du système. Mais cette apolitisme militant exprime une véritable incapacité à mettre sur pied un programme politique capable d'offrir une alternative crédible au système actuel !

Ils représentent à l'image des "social-démocrates" et de toute la gauche réformiste complice de l'ordre bourgeois, une opposition factice à "l'ultra libéralisme".

Comme si un capitalisme à visage humain était possible !! Et comme s'il était possible de changer les choses, soit en plaçant un bulletin dans une urne une fois tous les cinq ans pour élire un "sauveur suprême", soit par quelques rassemblements "bon enfants" sur les places publiques. Comme s'il pourrait suffire de convaincre les politiciens bourgeois de modifier leur gestion du capitalisme !

Les ritournelles incessantes sur le thème de la "DÉMOCRATIE RÉELLE" ne sont pas nouvelles : le dogme de la "démocratie pure", le déni de la division de la société en classe sociale sont des vieux credo de l'idéologie bourgeoise ! La "démocratie" est l'alibi idéal pour justifier les pillages des pays dominés et l'esclavagisme salariée ! Mais il ne peut y avoir fraternité entre les exploités et les exploités.

À propos de "démocratie réelle", pourquoi donc les indignés ne pourraient-ils pas poser la question de la révocabilité et du mandatement des élus ? Pourquoi ne poseraient-ils pas la question le développement d'une démocratie salariée au sein des entreprises afin de contrôler la production ?

Les militants révolutionnaires se doivent de se battre sans état d'âme contre l'"apolitisme" militant qui mène le mouvement des indignés dans une impasse. Méfions-nous de l'apolitisme militant des vieux renards politiques ! Leurs capacités à éteindre le feu de la révolte ne sont plus à prouver.

Se contenter de faire la grimace à la face des dirigeants de l'État, relève d'une DÉCISION POLITIQUE ! C'est laisser à la classe dominante et à son oligarchie les mains libres pour appliquer sa politique de régression sociale et de misère ! L'histoire a horreur du vide ! Contrairement aux idéalistes invétérés, il y a deux camps dans ce bas monde, et donc deux programmes qui s'opposent : le camp des travailleurs et le camp de la bourgeoisie parasitaire devenue profondément réactionnaire. À chacun de choisir son camp ! Les meilleurs des actuels "indignés" deviendront des insurgés aux cotés de la classe salariée, sur la base d'un programme de transformation socialiste des rapports de production.

Ilan

# A CHAQUE PROBLÈME SA SOLUTION !

Pour fixer les objectifs de notre programme, nous ne prenons pas pour point de départ la volonté des Bouygues, Lagardère et Bettencourt. Nous ne cherchons pas une voie médiane entre les intérêts de la grande majorité du peuple et ses exploités. Nous partons des besoins du peuple travailleur et salarié.

Chacun de nos problèmes vécus trouvent sa solution. Nous ne connaissons pas d'énigmes parce que nous savons l'ordre actuel des choses condamné à la disparition. La contradiction est trop forte entre l'existant et les possibilités d'abolir l'existant pour une amélioration radicale de nos modes de vie.

Chaque solution peut se traduire en un objectif de lutte simple, pour aujourd'hui. Chaque objectif atteint offre un nouveau sens au large et profond mouvement des exploités pour leur émancipation. Atteindre les premiers objectifs de lutte, nous ne le cachons pas, c'est déjà ouvrir des brèches dans le régime de propriété de la bourgeoisie, c'est précipiter l'échéance d'une épreuve de force qui oppose le prolétariat révolutionnaire et ses alliés avec la classe dominante et ses propres alliés.

Quand les salariés d'une entreprise mènent la bataille et obtiennent satisfaction, c'est qu'ils ont pris du pouvoir au dépend des propriétaires. Nous entendons continuer la lutte des travailleurs dans leur entreprise en l'élargissant aux autres fractions du peuple salarié et en dirigeant la lutte d'ensemble vers les objectifs les plus hauts et les plus nécessaires. Nous entendons mener la lutte salariée jusqu'au bout.

Toutes les mesures qu'imposent la satisfaction des revendications populaires doivent être prises. Nous ne reconnaissons pas d'autre limite à la satisfaction des besoins du peuple que celles de la nature.

Et puisque la classe qui concentre entre ses mains l'autorité politique gagne par là le pouvoir de gérer la société à son avantage, nous menons la lutte de classe afin que les travailleurs conquièrent tout le pouvoir politique. Et comme nos capacités à organiser la production, gérer les ressources, répartir le travail et le fruit de notre travail dépend directement du droit de propriété que nous aurons en commun sur la terre, les usines et les entreprises de services, nous entendons exproprier les actionnaires et les grands propriétaires.

Pour assurer à chacun un emploi et accroître le niveau de richesse tout en économisant notre peine : **EMBAUCHE DES CHÔMEURS !**

Pour ne pas perdre sa vie à la gagner, pour disposer de temps, essentiel à notre participation à des activités multiples et condition à notre libre épanouissement : **SEMAINE DES 25 HEURES !**

Pour vivre bien de son travail en augmentant les salaires des ouvriers et des employés :

## RÉDUCTION DES ÉCARTS DE REVENU DE 1 À 4 !

Pour en finir avec la vie chère : **ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES ET BLOCAGE DES PRIX !**

Pour produire selon nos besoins utiles, en protégeant notre santé et la qualité de notre environnement : **CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS-CONSOMMATEURS SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR !**

Pour une vie plus facile et plus libre en réduisant les sphères de la marchandise **GRATUITÉ DES SOINS DE SANTÉ, GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPÉRIEUR, GRATUITÉ DES TRANSPORTS RÉGIONAUX !**

Parce que nous voulons la maîtrise collective de notre développement économique et fixer le sens à notre activité sociale : **SOCIALISATION DES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE ET GESTION DES ENTREPRISES PAR LES TRAVAILLEURS ET CONSOMMATEURS ASSOCIÉS !**

Parce que les richesses que les capitalistes concentrent entre leurs mains, ils les ont volées aux classes travailleuses, parce que nous voulons en finir avec la division en classe de la société : **EXPROPRIATION DES GRANDES FORTUNES, SAISI DES BIENS DES PROFITEURS, JUGEMENT DE NOS EXPLOITEURS !**

Parce que nos élus doivent faire ce pour quoi ils ont été élus et non travailler pour leur compte personnel : **MANDATS IMPÉRATIFS ET DROIT DE RÉVOCATION DES ÉLUS PAR LES ASSEMBLÉES SALARIÉES !**

Parce que nos mesures doivent être appliquées sur l'ensemble du territoire, partout le patronat doit céder : **FORMATION D'UN G O U V E R N E M E N T RÉVOLUTIONNAIRE !**

Parce que nous sommes déterminés à faire exécuter notre politique et à nous défendre contre la réaction de la bourgeoisie et de ses hommes de main : **ARMEMENT DES TRAVAILLEURS !**

Parce que le règne de la liberté et de la prospérité appelle la planification socialiste et la victoire des travailleurs en Europe et dans le monde entier : **FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PEUPLES !**

# AMIANTE : LA RATP RÉCIDIVE

**12 MILLIONS DE FRANCIENS SONT CONCERNÉS, DES MILLIONS DE TOURISTES, 43 000 SALARIÉS, DES MILLIERS DE SOUS-TRAITANTS**

La RATP, persiste dans sa rétention d'information sur la question de l'amiante. C'est par hasard, que la présence de ce terrible cancérigène a été mise en évidence dans les ateliers de maintenance de la ligne B du RER. Impossible à nier devant les analyses effectuées sous la pression des salariés. Pour anticiper tout droit d'alerte, le chef d'atelier a préféré consigner l'établissement près de dix jours. Revenant encore sur les mesures à prendre, c'est contraint et forcé qu'il a dû céder devant les revendications des salariés après une grève de 48 heures. Son projet "bricolage" pour le dépolluage a été totalement condamné par l'Inspection du travail.

## L' AMIANTE PARTOUT

Mais de l'amiante, il y en a partout sur la ligne B, pas que dans les ateliers. Dans les trains rénovés, retirés depuis de la circulation et qui pourrissent sur des voies de garage depuis maintenant deux mois -on peut d'ailleurs encore en voir sur les faisceaux de gare à Massy-Palaiseau. En tunnel aussi, sur le tronçon nord côté SNCF. Les conducteurs inquiets ont demandé des prélèvements. Floués sur les résultats, ils ont accepté de transporter avec un masque à poussières P3. C'est scandaleux ! La seule présence d'amiante dans une zone justifie l'interdiction d'accès à tous salariés et usagers. L'isolation et le désamiantage de la zone contaminée.

Une enquête est en cours pour déterminer les causes de la contamination. L'endommagement de chemins de câbles avec leurs intercalaires en fibrociment qui cheminent le long des voies semblent incriminés suite à des travaux en tunnel. Pour les lignes de METRO, le constat est tout aussi alarmant. Le matériel vieillissant, l'amiante confiné s'échappe par frottement. Les infrastructures et les bâtiments sont aussi concernés, et force est de constater que c'est plutôt l'opacité qui règne.

## LOGIQUE DE PROFIT

Déjà plusieurs fois condamnée par le passé, la RATP se contrefiche encore et toujours de la réglementation et des obligations d'employer et de transporter. Dans un contexte de décentralisation, de privatisation et de libéralisation des services publics, c'est la logique de marché qui dicte ses orientations et ses choix. Avec son arsenal législatif (loi ORTF, Organisation des réseaux de transports ferroviaires et loi Grand Paris), le gouvernement précipite la mise en oeuvre, déjà anticipée par la RATP, du règlement européen OSP. Obligation de service public, avec la séparation comptable de la RATP en deux services distincts le GI, Gestionnaire d'infrastructure et l'OT, Opérateur de transport, effective en janvier 2012 puis l'ouverture de l'offre de transport au privé OPTILE, Organisation professionnelle des transports d'Ile-de-France et ses partenaires comme VEOLIA, KEOLIS, etc.

La libéralisation, c'est la RATP et ses filiales, METROLAB, Métropolitain laboratoire par exemple, créée en juin 2011 à Dubai, gâteau partagé à 50/50 entre ALSTOM et RATP Développement, avec ses 30 ingénieurs chargés de conquérir les marchés des mégapoles de plus d'un million d'habitants. De l'argent, il y en a pour développer les valeurs libérales du Groupe RATP. Mais pour répondre aux besoins des usagers, à leur sécurité, à leur confort, pour

**LIS, DIFFUSE, SOUTIEN COMBAT, ABONNE-TOI ! 10 numéros = 15 euros**

ENVOIE-NOUS TES COORDONNÉES sur [arsorga@gmail.com](mailto:arsorga@gmail.com)